



Égalité entre les femmes et les hommes

Madame,

J'ai bien reçu votre pacte pour l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et même si je ne partage pas une partie de vos recommandations, je suis solidaire de votre lutte contre l'oppression des femmes qui fait partie de mon engagement de militante communiste révolutionnaire.

Je suis fière d'appartenir à la première organisation politique qui ait présenté une femme, Arlette Laguiller, à l'élection présidentielle de 1974. Aucun des partis de la bourgeoisie n'avait eu ce courage jusque-là. Et encore aujourd'hui, ils sont bien incapables, malgré toutes les lois censées les y obliger, d'assurer aux femmes la place qui devrait leur revenir.

Il faut croire que, dans cette société, il faut être révolutionnaire pour mener le combat pour les droits des femmes d'une manière conséquente !

Pour imposer la reconnaissance de leurs droits, même le droit élémentaire de s'exprimer en votant, les femmes ont été obligées de se mobiliser. La France n'a reconnu ce droit aux femmes qu'en 1944... bien après la Turquie !

Et aujourd'hui encore cette lutte doit se poursuivre contre ceux qui régulièrement tentent de remettre en cause le droit à l'avortement et contre toutes les violences faites aux femmes.

Bien des lois ont été votées pour garantir l'égalité salariale entre les femmes et les hommes, mais rien n'est fait pour qu'elles soient appliquées. Le patronat sous-paie les femmes, car il s'appuie sur toutes les inégalités pour tirer les salaires et les conditions de travail vers le bas et diviser le monde du travail. Les travailleuses ont un rôle essentiel dans le combat de leur classe contre le capitalisme.

En analysant les chiffres publiés par l'organisme européen de statistiques Eurostat, le collectif féministe « Les Glorieuses » constate que l'écart de salaire en France entre les hommes et les femmes s'est creusé un peu plus depuis l'an dernier, au détriment des femmes, passant de 15,5 % à 16,5 % de moins.

Ce ne sont pourtant pas les lois, les décrets, les bonnes intentions affichées sous les gouvernements de tout bord qui ont manqué depuis 1972, date de la première loi sur l'égalité salariale, sous la présidence du gaulliste Pompidou. Onze ans plus tard, en 1983, est venue la loi Roudy, le PS étant au pouvoir avec Mitterrand. Deux autres sont arrivées en 2001 et 2006, sous Chirac. Puis est venue la loi pour « l'égalité réelle » de 2014, lors de la présidence de Hollande, censée combattre toutes les inégalités, que ce soit dans la sphère privée, professionnelle ou publique. En 2019, Macron n'a pas manqué d'y aller de son couplet, selon lequel la génération actuelle serait celle « de l'égalité femmes-hommes » dans tous les domaines.

Autant dire que les gouvernements laissent le patronat poursuivre et même aggraver ces inégalités inhérentes au système capitaliste lui-même, d'autant plus en temps de crise. Mais il ne manque pas de communiquer autour de cette question des inégalités. Il a ainsi multiplié les proclamations et les numéros verts dans différents domaines. Pour toutes les entreprises de plus de 50 salariés, il a inventé un « index de l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes ». Et ça marche !

Ainsi, dans le bilan présenté le 1er mars, Sodexo hygiène et propreté, une entreprise de nettoyage, s'est attribué la note de 99 sur 100. Quand on connaît les conditions de travail infernales et les salaires très faibles

imposés à tous les travailleurs dans ce genre d'entreprises, en particulier aux femmes, on comprend à quel point cet index ne sert en fait qu'à camoufler la réalité. D'ailleurs, la plupart des plus grands groupes capitalistes ont de bonnes notes : Renault, PSA, Vinci, Dassault, Danone, Faurecia, BNP, etc. Cela fera sûrement plaisir à toutes les travailleuses qui triment sur les chaînes de montage, qui y subissent des discriminations ou des temps partiels imposés.

De toute façon, les sanctions sont ridicules. Ils ont trois ans pour atteindre cette note. Si jamais ils n'y arrivaient toujours pas – alors qu'ils n'ont aucune obligation de rendre compte des calculs faits pour se noter ! – ils devraient alors verser une amende. Il n'y a guère de quoi faire trembler leurs conseils d'administration !

Avec la crise et les licenciements de masse, en réalité, le sort de bien des travailleuses s'est encore aggravé. Même cet index bidon, s'il ne peut pas en rendre compte, ne peut quand même pas dire l'inverse.

Alors le gouvernement préfère discuter d'un autre sujet : le nombre de femmes dans les équipes de direction et parmi les PDG du CAC 40. Comme si la participation de femmes aux directions des entreprises, chargées de mener leur politique d'exploitation du monde du travail, allait améliorer le sort des travailleuses précaires, des chômeuses, des intérimaires. Cela relève d'une vision très limitée de la lutte contre l'oppression des femmes.

Concernant la petite enfance, il me semble indispensable d'embaucher massivement des enseignants dans l'éducation nationale pour que chaque enfant puisse accéder dans les mêmes conditions aux connaissances nécessaires, d'établir la gratuité totale de l'éducation y compris dans les diplômes relevant du supérieur qui imposent des coûts prohibitifs pour les enfants des quartiers populaires. Il serait aussi indispensable de promouvoir au sein de l'école une véritable égalité entre les sexes dans le domaine de l'orientation professionnelle.

Le développement des crèches est une impérieuse nécessité pour permettre aux parents, mais le plus souvent les femmes, de continuer à mener une activité professionnelle. Celle-ci sont trop peu nombreuses et devraient être systématiquement gratuites.

Au lieu de déverser des dizaines de milliards d'euros dans les caisses des grandes entreprises ce qui n'a aucun résultat sur l'emploi mais enrichit les actionnaires, il serait à notre avis bien plus utile d'utiliser cet argent pour développer les services publics nécessaires aux classes populaires comme les crèches et les écoles.

Lutte ouvrière fait une place pleine et entière aux femmes, y compris à sa direction. Nous avons toujours dénoncé l'absence des femmes à des postes de responsabilité dans la vie sociale et politique et j'ai été choisie à dessein après Arlette Laguiller comme porte-parole nationale et candidate lors des scrutins présidentiels, comme ce sera une nouvelle fois le cas cette année.

Je suis convaincue que l'inégalité sociale entre hommes et femmes n'est pas naturelle ou pas innée, mais qu'elle est le produit de l'histoire des sociétés humaines, et est liée en particulier à l'apparition de la propriété privée. Par conséquent, l'oppression de la femme prendra fin un jour, mais elle ne pourra être totale qu'avec la disparition de l'exploitation capitaliste.

Inversement, la transformation profonde de la société ne sera pas possible sans la participation des femmes des classes populaires. Le combat contre le système capitaliste et la lutte contre l'oppression de la femme sont ainsi étroitement liés.

Avec toute ma solidarité,

Nathalie Arthaud